L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 6 OCTOBRE 1854.

Imprimée et publiée par
G. F. WEISSE & Comp.
Bureau: Propriétaires:
G. F. WEISSE. E. DUROUR.
E. DUVERGER. E. MARET.
N° 33, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLES MARITIMES.
MERCREDI MATIN, 4 OCTOBRE.

ARRONDISSEMENS A LA CHARTE.

Le Conseil en Ville est, sur la proposition de M. Filhiol, a chargé en conséité de faire un rapport sur la Charte de la Nouvelle-Orléans, afin de signaler les amendemens et les modifications qu'il serait urgent d'y introduire. Cette initiative est de bon augure, et nous espérons personnellement que le rapport de la commission sera inspiré par un esprit d'économie, et préparera les rapports tels que, sans rien sacrifier de nos libertés municipales, elles soient mises en harmonie avec les besoins actuels.

La Charte de la Nlle Orléans est généralement défectueuse : plusieurs de ses articles ont été approuvés depuis longtemps par le rapport de MM. Gordon, Irwin, Bailey, Bennett, Gilmore, Friese, Tracy, Campbell, White et Olivier, désignés par leurs collègues pour indiquer les amendemens dont l'expérience a démontré la nécessité, que leur rapport, discuté ou, résumé spécialement sur les renseignemens qui leur avaient été donnés par les comités permanens des divers Conseils, et en documens non officiellement portera la conviction dans l'esprit des législateurs, mais soudrera une révision que réclament les citoyens de tous les partis.

Nous n'aimons pas faire une étude de la charte et indiquer tous les articles qu'il conviendrait de modifier. C'est un travail que nous avons déjà accompli en détail et sur lequel nous ne reviendrons pas. Nous ne voulons aujourd'hui toucher qu'à deux ou trois points à ce journal que des dispositions ont déjà éclaté entre le commandant en chef ture et les généraux autrichiens.

Le police de la Nlle Orléans loin d'être une sauvegarde pour les citoyens, est une arme qui peut devenir dangereuse entre les mains de quelques chefs de parti. Les dernières émeutes qui fait voir ce que nous pouvions en attendre dans des circonstances critiques. Elle n'a montré ni vigueur, ni zèle, ni courage, ni esprit d'intelligence : au contraire, elle a semblé tu moment disparaître ou joindre aux perturbateurs. Elle a refusé d'obéir aux ordres du maire et de marcher contre les fauteurs de désordre. Elle a poussé l'indiscipline si loin qu'il a fallu l'écarter complétement et confier la garde de la ville aux citoyens de bonne volonté qui ont consenti à se réunir en patrouille pour rétablir l'ordre et mettre les concitoyens à la raison.

Quelle est donc la cause de cette profonde désorganisation ? Nous la trouvons dans la malheureuse loi qui a créé le Bureau de police. Cette loi, on le sait, confie aux robardes la nomination de tous les officiers de police. Or, comme chaque recorder représente un District de la ville, il arrive en liste de candidats, et ses collègues n'hésitent pas à s'accepter, car les membres du Bureau, pour faire nommer leurs créatures, ont besoin les uns des autres. Qu'en résulte-t-il ? C'est que chaque District se plaint chaque recorder a une police, mais que la ville n'en a pas. Une police composée des créatures d'un magistrat est acquise corps et âme à ce dernier à qui elle doit sa position. Le maire, dans ce système, n'est plus qu'un horde-d'œuvre sans autorité ni nulle, il ne peut compter ni sur le respect, ni sur l'obéissance de la police.

Cet état de choses est-il tolérable ? Un cri de réprobation s'est élevé contre la police lors des dernières émeutes, et tous les partis se sont réunis pour demander une rigoureuse enquête. Cette enquête n'a pas été instituée et ne le sera pas. La police, d'ailleurs, retrouvera son énergie, son zèle et son homogénéité du moment que le Conseil Suprême qui la gouverne sera supprimé. Que la Législature balaie aux que tre vasion monstrueux bureau de police qui n'a commis jusqu'ici que des fautes et qui a fait tant de mal à la Nlle-Orléans, qu'elle rende au maire les pouvoirs dont elle l'a malheureusement dépouillé, qu'elle replace enfin l'administration municipale sur ses véritables bases, et personne n'aura plus désormais lieu de se plaindre. Quand le maire sera cet responsable des actes de la police, il ne donnera que des agens éprouvés, qui seront toujours prêts à faire leur devoir et qui consentiront leur dévouement comme acquis à toute la ville et non à un quartier ou à un magistrat.

Il est aussi question de supprimer un des deux Conseils. Nous n'approuverions pas ce choix grossier. Deux Conseils contribuent mutuellement et rendent presque impossible le vote d'une ordonnance hostile à l'intérêt public. Toutes les mesures adoptées par un des Conseils sont discutées dans l'autre, et il s'écoule entre les délibérations un intervalle qui permet à la presse d'intervenir et à l'opinion de se dessiner, d'où la garantie que nous ne possédons pas dans le cas interdite de la ville n'existait confiée qu'à une seule assemblée délibérante. Sans doute le sacrifice de l'existence de deux assemblées n'assure pas le vote de toutes les mesures utiles, mais elle prévient au moins l'adoption de celles qui seraient nuisibles. Ce résultat n'est pas sans valeur.

Nous reviendrons prochainement sur ce sujet.

EUROPE.

Le steamer *Alps*, parti de Liverpool le 13 septembre, est arrivé à Boston le 28 du même mois. Les nouvelles qu'il apporte sont de quatre jours plus récentes que celles de l'*Arabia*. Nos journaux français ne nous sont point assez parvenus, mais nous allons traduire la chronique européenne telle que nous la trouvons dans les feuilles anglaises, en y ajoutant les nous reçus par l'*Arcole* et que le télégraphe a transmis aux journaux de New-York. Ces derniers avis vont jusqu'au 16 septembre.

C'est le 4 du mois dernier que l'expédition destinée à l'invasion de la Crimée a quitté Varna. Soixante-quatorze mille hommes de troupes d'élite se sont embarqués sur 700 ou 800 navires qui ce formidable armement, serait devenu Sébastopol le 10. On sait déjà par les dépêches reçues à la Nlle-Orléans que le débarquement des troupes avait commencé s'effectuer. Jamais escadre flotte n'avait transporte une pareille armée et un matériel de guerre aussi complet. Canons, munitions, artillerie, ambulances, tentes, &c, tout a été embarqué sur les bâtimens de la flotte. C'était un spectacle admirable et unique dans les fastes de l'histoire que celui de ces 700 navires appareillant à deux jours d'intervalle au milieu de toute la marine d'artillerie. La flotte, forte de 3,000 canons, avait à bord 25,000 marins : les troupes à terre se composaient de 30,000 Anglais, 25,000 Français, 10,000 Egyptiens, 5,000 Tunisiens et 5,000 soldats de nationalités diverses. L'escadre anglaise a mis à la voile le 3 septembre. Le maréchal St Arnaud n'a quitté Varna que le 5 avec la division turque.

Les alliés en débarquant doivent se retrancher sur dans une forte position. Ils marcheront en suite contre les Russes et ceux-ci se présentent ou occuperont les hauteurs qui environnent la ville. Le fort Constantin, qui a cent dix canons, sera bombardé par l'escadre. Quant aux préparatifs de défense des Russes, on n'en sait encore rien. Les alliés paraissent décidés à agir promptement et vigoureusement.

Le *Constitutionnel* publie une lettre de Vienne dans laquelle on lit : « Le siége de Sébastopol sera un jeu d'enfant. De même qu'à Toulon en 1793, le sort de la flotte russe dépendra de la prise d'une position qui n'est pas très forte. Tout le matériel de siége est à bord de la flotte alliée, y compris les fascines et les sacs de terre. On n'a jamais vu un corps d'ingénieurs aussi nombreux et aussi instruit »

L'embarquement des troupes à Varna a eu lieu en un jour. Quant au débarquement il a dû s'opérer en quelques heures, grace aux précautions prises d'avance et aux innombrables préparatifs faites aux frais français. Le général Canrobert devait débarquer le premier avec sa division; il a exprimé le désir qu'une division anglaise partageât cet honneur avec les Français, afin que le drapeau des deux peuples fut représenté à la première bataille.

Le maréchal St Arnaud a adressé la proclamation suivante à la division française :

Soldats ! — Vous venez de donner de nobles exemples de persévérance, de calme et d'énergie au milieu des circonstances pénibles que nous ne devons pas oublier.

L'hiver est venu de combattre et de vaincre. L'ennemi n'a pas attendu notre arrivée sur le Danube. Ses colonnes démoralisées, détruites par la maladie, se retirent avec difficulté. La Providence a voulu peut-être nous épargner de nouvelles épreuves dans ces contrées malsaines. C'est la Providence aussi qui nous appelle dans la Crimée, pays aussi salubre que le nôtre, et à Sébastopol, siége de la puissance russe dans cette mer, où nous allons ensemble chercher les garanties d'une paix future et notre retour dans nos foyers. L'entreprise est grande et digne de vous. Vous l'accomplirez avec l'aide des forces militaires et maritimes les plus formidables que le monde ait jamais vues. Les flottes alliées, avec leurs 3,000 bouches à feu et leurs 25,000 braves marins, vos égales et vos compagnons d'armes, l'assiégeront sur le sol de la Crimée avec une armée de ces Anglais dont vos pères ont appris à respecter la brillante valeur, une division choisie de nos soldats ottomans qui viennent de donner, sous vos yeux, tant de preuves de leur bravoure, ainsi qu'une armée française que je puis et que je sais fier d'appeler l'élite de toutes nos forces militaires.

Je vous ai plus que des gages de succès : je vois le succès même.

Généraux et officiers de toutes armes, vous partagerez avec vos soldats et vous leur inspirerez la confiance dont je suis rempli.

Nous saisirons bientôt les trois drapeaux rebelle sur les remparts de Sébastopol, de notre sociamatre sanctionnée : *Vaincre ! Empereur !*

Au quartier-général de Varna, 26 août 1854.

A. ST ARNAUD.

La défense de Sébastopol a été confiée au prince Menschikoff. Il attache une grande importance aux fortifications d'Odessa et de Kherson : plusieurs milliers d'hommes y travaillent encore.

Le bruit courait à Varna que l'amiral Hamelin s'était énergiquement opposé à l'expédition, mais que le maréchal St Arnaud avait décidé prendre toute la responsabilité.

Les habitans d'Odessa sont en proie aux plus vives alarmes ; ils s'attendent à ce que incessamment Odessa sera bombardée. Le commandement militaire de la place, le général Kruzenstern, a notifié officiellement à la municipalité de la ville un ordre du général en chef de l'armée de Crimée, le prince Menschikoff, portant que tous les habitans qui ne voudront pas prendre part à cette occasion de se défendre, et de se retirer en masse, Tiraspol. La population semble disposée à obéir à cette injonction, et se prépare en conséquence à évacuer la ville. Le fait toutefois paraît contraster avec l'héroïsme, et il ne lui reste plus qu'à tenter le sort des armes. Il a ordonné à ses troupes de retraverser le Pruth et de rentrer en Russie : il attendra dans ses États que des conditions plus acceptables lui soient proposées. Il évitera soigneusement toute espèce de complication, mais il répondra vigoureusement aux attaques dirigées contre lui.

Italie.

Le gouvernement de Modène a ordonné aux habitans de la ville de Carrare de livrer, dans quinze jours, toutes les armes qu'ils possèdent. — De nouvelles exécutions ont eu lieu à Parme.

France.

Il y a toujours de grandes manœuvres au camp de Boulogne. L'empereur a passé, le 14 septembre, une revue de dix mille hommes à Ambleteuse. Un grand simulacre de combat a eu lieu le 14. Quarante mille hommes se sont avancés pour attaquer Boulogne que défendaient un nombre égal de troupes. Boulogne, selon le programme de cette solennité militaire, devait tomber entre les mains de l'ennemi : ses défenseurs ont donc capitulé après avoir brûlé une énorme quantité de poudre et fait un effroyable vacarme.

Le ministre de France à Berlin a été rappelé et M. Ferdinand Barrot nommé à sa place.

Le gouvernement se propose de négocier un emprunt de 400 millions de francs.

L'île d'Aix, à l'embouchure de la Charente, a été assignée comme résidence aux prisonniers de guerre.

Le choléra disparaît rapidement de Paris.

Espagne.

Le parti républicain travaille l'Espagne : il a une organisation plus puissante qu'on ne le pensait d'abord et son action se fait sentir dans toutes les provinces du royaume. Le chef reconnu de ce parti est le maréchal d'Alcade.

La reine Christine est arrivée à Lisbonne. Elle voyage sous le nom de comtesse d'Iramda et doit s'embarquer à Oporto pour la France.

Le comte Montemolin a adressé aux carlistes une circulaire dans laquelle il les engage à rester calmes et à attendre les événemens.

LE COURRIER DES ETATS-UNIS—Ce journal nous reproche de « rejeter sur *les étrangers* la responsabilité des tristes épisodes qui assombrissent, depuis quelque temps, la chronique quotidienne de l'Union.»

Ou établie le *Courrier des États-Unis* prend-t-il ce qu'il publie ? Il est quelque part dans nos colonnes que nous accusions *les étrangers* ? S'il en est ainsi, qu'il signale l'article, le passage, l'alinea, le mot.

Ce n'est pas le tout d'affirmer cavalièrement, comme le fait notre confrère de New-York, il faut aussi prouver. Or, c'est cette preuve que nous attendons.

Il est vrai que nous avons reproché aux Irlandais du Nord leur intolérance et leurs perpétuelles agressions. Ce reproche, nous le maintenons, mais pour l'avoir adressé à la fraction turbulente de la population irlandaise, accusons-nous LES étrangers ? Voilà certes une étrange manière de raisonner.

Nous ne sommes nullement disposés à abdiquer la liberté de nos opinions, et lorsque nous verrons des perturbateurs quelque part, qu'ils soient de l'Ancien ou de Nouveau-Monde, Irlandais, Hottentots, Cochinchinois ou Américains, nous flétrirons leur acte sans nous préoccuper d'ailleurs de leur nationalité. Nous ne croyons nullement offenser nos concitoyens d'origine étrangère en stigmatisant ceux de leurs nationaux qui violent la loi et troublent l'ordre public. Hésitons-nous à condamner nos compatriotes de naissance quand nous les croyons coupables !

Ceci n'est point une justification : nous en avons si peu besoin que nous consentirons à insérer les articles du journal français de New-York en conservant dans la ligne de conduite que nous nous sommes tracée et qui se résume seule avec nos idées sur l'indépendance de la presse.

Bl. Semle.

Voici le texte de la lettre que M. Soulé a adressée au rédacteur du *Bearn* en réponse à l'article de ce journal :

Monsieur,—Le ton et la forme de l'article que vous avez publié dans votre numéro d'hier, me laissent facilement entrevoir par quelles influences ces il a été dicté. Je vous ferai l'honneur de vous adresser quelques mots en réponse.

Si quitte Madrid, monsieur, parce que tel a été mon bon plaisir, et je n'ai à rendre compte à personne ni de mes démarches, ni des motifs qui les déterminaient.

Je ne crains pas plus les impertinents que les sicaires.

Le peuple entend, monsieur, ne m'inspire aucune crainte.

Le peuple respecte ceux qui le méritent, et ne flétrit de sa voix de l'infamie que les misérables qui le flattent et le trompent. Le peuple se tait, mais n'assassine pas.

Les perfides insinuations qui pullulent dans votre article ne sont pas dignes d'examen et ne justifient pas même la réponse.

Je vous laisse l'honneur de vous dont vous les avez couvertes, et il ceux qui les ont dictées, l'infamie de leur interprète.

Je suis votre dévoué serviteur,

P. SOULÉ.

LA VENTE DE CUBA—Plusieurs journaux du Sud et de l'Ouest ont déclaré que le gouvernement américain avait ouvert avec M. Conte, ministre d'Espagne à Washington, des négociations pour l'achat de l'île de Cuba. Le *Times* de New-York assure qu'il n'en est rien et que M. Conte a plus d'une fois démenti ce bruit dans des circonstances particulières. Le ministre espagnol aurait même ajouté que jamais le monarque, puisque je lui rende mes autres paroles, ne consentirait à vendre une partie de ses États, quelle qu'elle fut. Nous, nous avec le remords seul, j'osais dormi, j'eusse vécu calme, heureux peut-être : mais la terreur de la justice, l'effroi de la punition, m'ont poursuivi sans relâche, sans vraiment mes nuits ! Oh ! combien de fois, dans mes rêves, j'ai compté devant un tribunal; combien de fois j'ai senti sur mon cou l'acier froid de la guillotine ! Je vous le dis, monsieur, ces tortures sont affreuses, et je ne souhaite à personne de les endurer.

Je n'avais, dans ma première jeunesse, aucune mauvaise passion. Je n'étais pas méchant, et, si j'ai commis des fautes, elles ont été plutôt celles de l'étourderie que celles de la volonté. Mais, hélas ! je n'étais point garde de dire d'où venaient les diamans qui brillaient sur moi.

Je n'avais, avant ma première chambre, abandonné la cause de Charles X pour celle de Louis-Philippe, et je n'avais ressenti aucun remords de la trahison, et je n'en ressentais pas davantage, en février 1848, à l'égard de Louis-Philippe. Mais, depuis, j'ai vu mes amis, mes bienfaiteurs, mes protecteurs, mes parens même, périr sur l'échafaud, et j'ai vu, dans mes nuits sans sommeil, leurs ombres sanglantes s'asseoir à mon chevet et me demander compte de leur mort.